

Quelqu'un a dit que ce projet est bien vu en Angleterre, et que pour cette raison nous devons l'accepter, afin de prévenir les mauvaises conséquences que pourrait produire notre opposition à ce projet. Pour ma part, je ne crois pas que l'Angleterre tienne aux détails autant qu'on y tient ici, mais je crois qu'elle désire plutôt que le plan soit juste et acceptable, et que le peuple le connaisse bien avant qu'il ne soit adopté; elle tient moins à en imposer les détails qu'à voir le peuple des provinces en être content et satisfait. Si une forte partie du pays était opposée au projet, je ne pense pas que l'Angleterre verrait d'un bon œil qu'on le lui imposât sans même lui donner le temps de l'étudier ou de se prononcer. Aujourd'hui l'on ignore entièrement l'opinion du pays sur ce plan. Je sais fort bien que certains membres peuvent voter en faveur du projet avec la certitude d'être approuvés de leurs commettants, comme par exemple ceux dont les élections ont eu lieu depuis que ce plan a été soumis au pays. Mais dans les parties du pays où il n'y a pas eu d'élections, on ne peut pas dire que le peuple en sera content ou qu'il approuvera ses mandataires de voter en faveur de la confédération, parce que nous n'avons pas pu le faire connaître. Ainsi, lorsque mes commettants m'ont appelé à une assemblée publique sur ce sujet, je me suis trouvé dans la nécessité d'avouer que je ne pouvais pas leur dire quel était le plan de confédération, que je ne pouvais pas le leur communiquer, parce que les résolutions que j'avais reçues étaient privées. Je leur ai aussi dit que je ne voulais pas former mon opinion avant d'entendre la discussion et les détails; mais aujourd'hui on ne veut pas nous les donner, ces détails, et de plus on veut en presser l'adoption sans nous donner le temps d'étudier ce plan même tel qu'il est. On cherchera probablement à nous nuire dans l'opinion de nos électeurs, si nous votons contre ce projet, en disant que nous sommes opposés à la confédération; mais j'espère que le peuple verra que nous ne pouvons pas voter une chose sans la connaître, et qu'il nous approuvera dans notre ligne de conduite. Lorsque le plan de confédération sera soumis au parlement anglais, il devra supposer que le peuple de ce pays l'approuve; mais il ne pourra jamais supposer que cette mesure a été imposée au peuple sans qu'on lui ait donné l'occasion de se prononcer pour ou contre. Mais il y a encore autre chose. Il n'est pas étonnant que ce plan ait été

bien vu en Angleterre, car l'opinion publique se forme surtout de celle des classes industrielles et commerciales, et il est de l'intérêt de ces classes de favoriser la confédération; mais il faut savoir si l'intérêt de ces classes est bien le nôtre. Je crois que notre politique doit être d'abord de regarder à l'intérêt de l'agriculture, du commerce et de l'industrie de notre pays, avant de travailler à celui des commerçants et industriels anglais. Si on réunit, par la confédération, des provinces dont les habitants auraient intérêt à faire adopter un tarif très-bas, il pourrait fort bien se faire que l'intérêt agricole du Canada ne s'en trouverait pas aussi bien, et dans ce cas, quel en serait le résultat? C'est que nous aurions bientôt une dette énorme, et que si les revenus des douanes ne suffisaient pas pour y faire face et pourvoir aux dépenses, il faudrait combler la lacune au moyen d'une taxe directe qui porterait sur l'agriculture et l'industrie du pays. Nous devons regarder à notre intérêt avant celui des autres. Si nous avons un tarif de 20 pour 100, c'est une protection pour l'industrie de notre pays et une source de revenu pour faire face aux dépenses publiques; mais si on l'abaisse trop, la propriété immobilière en souffrira, car c'est sur elle que retombera le fardeau pour combler le déficit. La confédération me paraît devoir être très-coûteuse, car on jette l'argent à pleines mains de côté et d'autre. Ainsi, l'on propose de construire le chemin de fer intercolonial qui coûtera au moins \$20,000,000; on donne au Haut-Canada, pour améliorer ses canaux, \$16,000,000; on donne \$150,000 par année à Terre-Neuve, en compensation de mines qui n'existent peut-être pas; et \$680,000 au Nouveau-Brunswick;—et à la suite de tout cela, l'on donne aux gouvernements locaux et fédéral le pouvoir d'ajouter de nouvelles taxes à celles qui existent déjà, pour faire face aux dépenses,—et je n'ai aucun doute qu'ils profiteront de la permission. Tout cela mérite qu'on y pense et ce sont des raisons qui devraient induire le gouvernement à soumettre la question au peuple, au lieu de vouloir la faire décider sur le champ; car, lors même que la mesure serait absolument bonne, le peuple la verra toujours avec défiance si on le lui impose. Quoi! on dit que nous sommes peut-être à la veille d'une guerre avec nos voisins, et l'on s'expose à mécontenter le peuple en lui imposant un régime dont il ne veut peut-être pas!—Il n'y a pas que dans le